

LOI SUR LES PRÊTS AUX PETITES ENTREPRISES

Rapport annuel sur les activités de la période
de 12 mois se terminant le 31 mars 1991



LOI SUR LES PRÊTS AUX PETITES ENTREPRISES

**Rapport annuel sur les activités de la période de 12 mois
se terminant le 31 mars 1991**

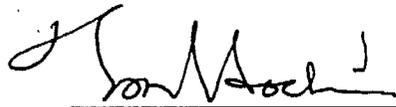
© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1991
N° au cat. : C1-1/1991
ISBN 0-662-58772-3
PU 0267-91-03

Son Excellence le très honorable Ramon John Hnatyshyn, C.P., C.C., C.M.M., C.D., C.R.
Gouverneur général et Commandant en chef du Canada
Résidence du Gouverneur général
1, promenade Sussex
OTTAWA (Ont.)
K1A 0A1

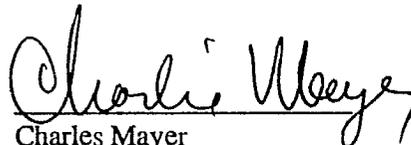
Votre Excellence,

Conformément aux dispositions de l'article 11 de la *Loi sur les prêts aux petites entreprises*, nous avons l'honneur de présenter à Votre Excellence le rapport sur l'application de cette loi pour la période de 12 mois se terminant le 31 mars 1991.

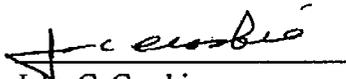
Nous vous prions d'agréer, Votre Excellence, nos respectueuses salutations.



Tom Hockin
Ministre d'État
Petites entreprises et Tourisme



Charles Mayer
Ministre de la Diversification de
l'économie de l'Ouest canadien



John C. Crosbie
Ministre chargé de l'application
de la *Loi sur l'Agence de promotion
économique du Canada atlantique*

Table des matières

Introduction 1

Historique 2

 Les principales modifications 2

 Les prêteurs autorisés 3

 Les emprunteurs admissibles 4

 Les catégories d'emprunt (ou les motifs d'emprunt) 5

Les résultats d'exploitation 6

 Ensemble du Programme 6

 Ouest canadien 7

 Centre et nord du Canada 8

 Canada atlantique 9

Dette éventuelle de l'État envers les prêteurs autorisés 10

Années d'activité des petites entreprises emprunteuses 11

Emploi dans les petites entreprises emprunteuses 11

Coût estimatif par emploi additionnel créé 12

Événements subséquents 12

Tableaux

1 Résumé des activités — Ensemble du Programme 13

2 Nombre de PAE consentis et moyenne de ces prêts par région 14

3 Sommaire des créances payées, recouvrements et droits 15

3a Sommaire des créances payées, recouvrements et droits par région 16

4 PAE versés, remboursements effectués et solde impayé du capital 17

5 PAE par type d'établissement de prêts et par province 18

5a PAE — Banques à charte par province 19

5b PAE — *Credit Unions*, caisses populaires et sociétés coopératives de crédit par province . . . 21

5c PAE — Sociétés de fiducie, compagnies d'assurances et sociétés de prêt par province . . . 22

6 PAE par type d'entreprise commerciale et par province 23

7 Prêts concernant l'outillage mobile par type d'entreprise commerciale et par province 24

8 Prêts concernant l'outillage fixe par type d'entreprise commerciale et par province 25

9 Prêts consentis pour l'amélioration des locaux par type d'entreprise commerciale et par province 26

9a Prêts consentis pour financer la construction de locaux par type d'entreprise commerciale et par province 27

9b Prêts consentis pour l'achat de locaux par type d'entreprise commerciale et par province . . . 28

10 Prêts consentis pour l'achat de terrains par type d'entreprise commerciale et par province . . 29

Graphiques

1	Activités passées concernant les prêts — Ensemble du Programme	1
2	Modifications affectant le montant maximum du solde à rembourser	2
3	Modifications affectant le montant du revenu annuel brut estimatif	3
4	Répartition des prêts selon les types d'entreprise — Ensemble du Programme	4
5	Répartition des prêts par catégorie — Ensemble du Programme	5
6	Activités passées concernant les prêts — Ensemble du Programme	6
7	Répartition des prêts par région — Total : 10 640	7
8	Répartition des prêts par région — Montant total : 412 806 753 \$	8
9	Valeur des prêts — Ensemble du Programme	9

Introduction

Le présent rapport annuel sur les activités reliées à la *Loi sur les prêts aux petites entreprises* est déposé par trois ministres pour les raisons suivantes :

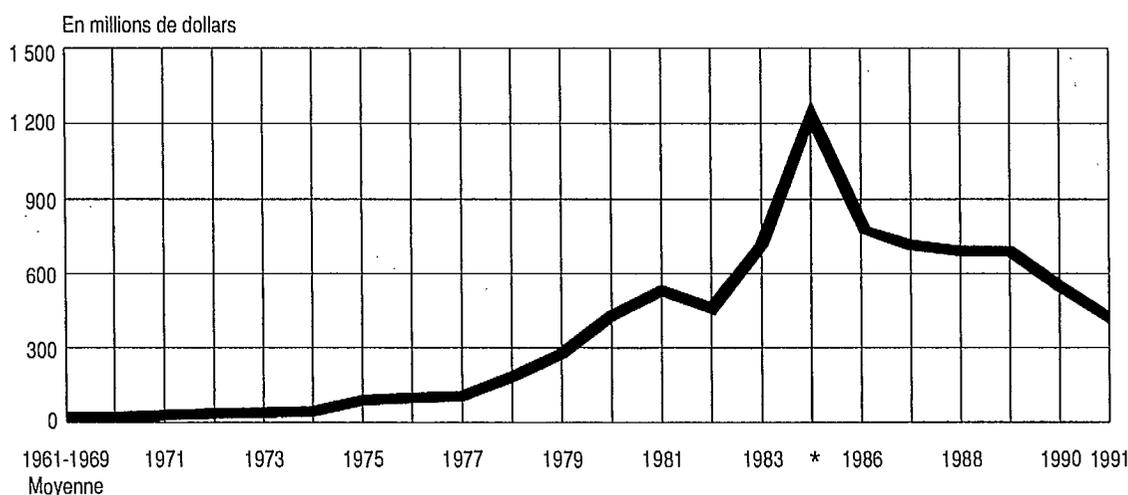
1. Le 5 juin 1987, le ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique était nommé Ministre chargé de l'application de la Loi pour les petites entreprises installées en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, à l'Île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve. Dans le présent rapport, l'expression « Canada atlantique » désigne la région constituée par ces quatre provinces.

2. Le 4 août 1987, le ministre responsable de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien a été nommé Ministre chargé de l'application de la Loi pour les petites entreprises installées au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique. Dans le présent rapport, l'expression « Ouest canadien » désigne la région constituée par ces quatre provinces.

3. Le ministre d'Industrie, Sciences et Technologie demeure le Ministre chargé de l'application de la Loi pour les petites entreprises installées au Québec, en Ontario ainsi que dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon. Il demeure également le Ministre chargé de l'application de tous les autres aspects de la Loi. Depuis 1977, le ministre d'Industrie, Sciences et Technologie a délégué ses responsabilités à l'égard de la Loi au ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme). Dans le présent rapport, l'expression « centre et nord du Canada » désigne les deux provinces et les deux territoires susmentionnés.

Graphique 1

Activités passées concernant les prêts — Ensemble du Programme
(valeur des prêts)



*Période de 15 mois allant du 1^{er} janvier 1984 au 31 mars 1985, par la suite période de 12 mois se terminant le 31 mars.
Source : Banque de données sur la *Loi sur les prêts aux petites entreprises*.

Historique

Cette loi, en vigueur depuis janvier 1961, vise à accroître la disponibilité des prêts ayant pour objet l'établissement, l'agrandissement, la modernisation et l'amélioration des petites entreprises commerciales.

En vertu de la Loi, le Ministre est tenu de payer à un prêteur autorisé 85 p. 100 de toute perte qu'a subie le prêteur par suite d'un prêt destiné à l'amélioration d'entreprises si ce prêt a été contracté après le 31 mars 1985, et ce, à condition que le prêteur ait prouvé qu'il avait besoin d'être dédommagé de ces prêts et que les dispositions de la Loi aient été respectées. Les principales exigences portent sur l'admissibilité de l'emprunteur en tant que petite entreprise désignée, les motifs admissibles justifiant l'attribution d'un prêt, le montant maximum du solde à rembourser par tout emprunteur à quelque moment que ce soit, la période de remboursement maximum, le taux d'intérêt maximum pouvant être perçu de l'emprunteur et les garanties minima à prendre.

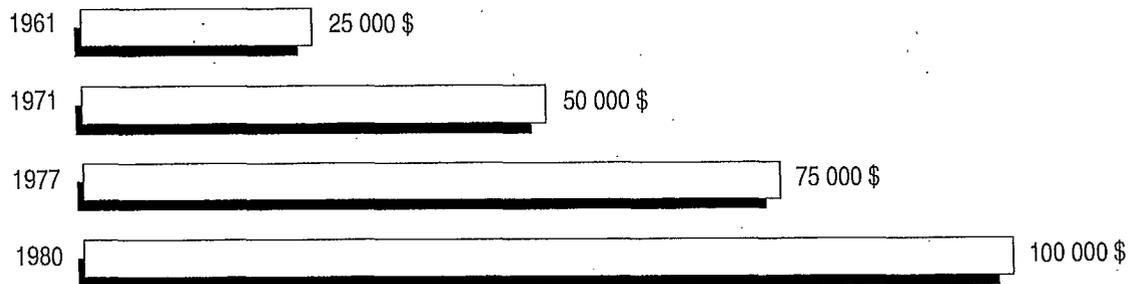
Les principales modifications

Depuis 1961, plusieurs modifications ont été apportées à la Loi, dont voici les plus importantes :

1. Les modifications affectant le **montant maximum du solde à rembourser par tout emprunteur** à un moment donné :

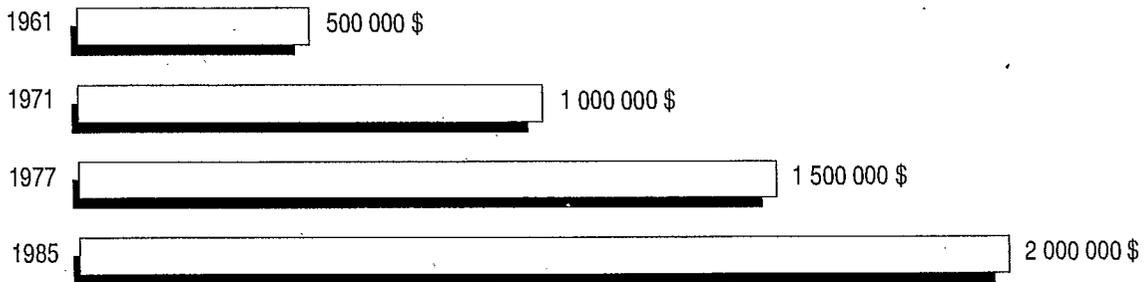
Graphique 2

Modifications affectant le montant maximum du solde à rembourser



Graphique 3

Modifications affectant le montant du revenu annuel brut estimatif



2. Les modifications indiquées dans le graphique 3 affectent le **montant du revenu annuel brut estimatif** de façon à définir une petite entreprise commerciale.

3. En février 1978, la formule utilisée pour établir le taux d'intérêt maximum pouvant être perçu par le prêteur a été modifiée; ainsi, d'un taux fixe déterminé semestriellement, le taux d'intérêt maximum suit désormais le taux préférentiel des banques à charte plus 1 p. 100, et fluctue en fonction de ce taux pour la durée du prêt.

4. Depuis avril 1985, les prêteurs doivent payer un droit initial de 1 p. 100 au gouvernement au moment où le prêt est consenti et, en vertu d'une nouvelle méthode de partage des pertes, celles-ci sont partagées entre le gouvernement et les prêteurs dans une proportion de 85:15 plutôt que d'être entièrement payées par le gouvernement.

5. A compter du 2 novembre 1987, la définition d'entreprise commerciale a été élargie et comprend dorénavant les entreprises de pêche. De plus, les caisses populaires, les *Credit Unions* et autres sociétés coopératives de crédit ont été autorisées à fixer et à réviser le taux d'intérêt d'un prêt consenti aux termes de la Loi selon une méthode similaire à celle des banques à charte et des succursales du Trésor de l'Alberta.

6. Conformément à la Loi et au projet de Loi C-56, les prêts bancaires ont été prolongés pour une période allant du 1^{er} avril 1990 au 31 mars 1993. Un plafond de 2 milliards de dollars pour les prêts bancaires a été approuvé pour cette période; il s'agit de la 11^e depuis le début du Programme.

Les prêteurs autorisés

Depuis la promulgation de la Loi en 1961, toutes les banques dotées d'une charte en vertu de la *Loi sur les banques* sont, de ce fait, désignées comme établissements de crédit. Par suite des changements effectués en mars 1970, les dispositions de la Loi ont été élargies pour englober les *Credit Unions*, les caisses populaires et toutes les autres sociétés coopératives de crédit ainsi que les sociétés de fiducie, les compagnies

d'assurances et de prêt qui, sur demande, sont désignées par le Ministre comme banque aux termes de la Loi. En 1974, les succursales du Trésor de l'Alberta ont également été comprises dans cette catégorie.

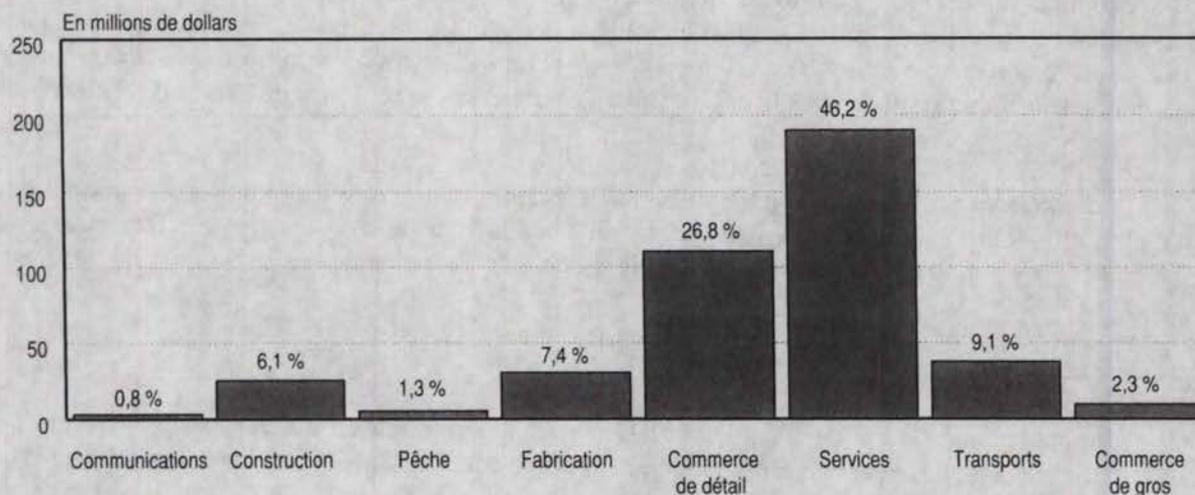
Les tableaux 5a, 5b et 5c présentent la liste des prêteurs qui ont consenti chacun plus de 1 000 000 \$ en prêts en vertu de la Loi, et ce, pendant l'année à l'étude.

Les emprunteurs admissibles

Toute entreprise à but lucratif en activité au Canada ou sur le point de l'être, dont les activités principales sont menées, ou sur le point de l'être, dans l'un ou l'autre des secteurs suivants, tel que défini dans les *Règlements sur les prêts aux petites entreprises*, a le droit d'emprunter aux termes de la Loi, à condition que son chiffre d'affaires brut estimatif ne dépasse pas 2 000 000 \$ au cours de l'année où la demande est faite, soit :

- les communications
- les entreprises de construction
- la pêche
- la fabrication
- le commerce de détail
- les entreprises de services
- les transports
- le commerce de gros

Graphique 4 Répartition des prêts selon les types d'entreprise — Ensemble du Programme
Du 1^{er} avril 1990 au 31 mars 1991
(valeur et pourcentage du total)



Source : Banque de données sur la Loi sur les prêts aux petites entreprises.

Les catégories d'emprunt (ou les motifs d'emprunt)

Les prêts peuvent être consentis par un prêteur autorisé pour les motifs suivants :

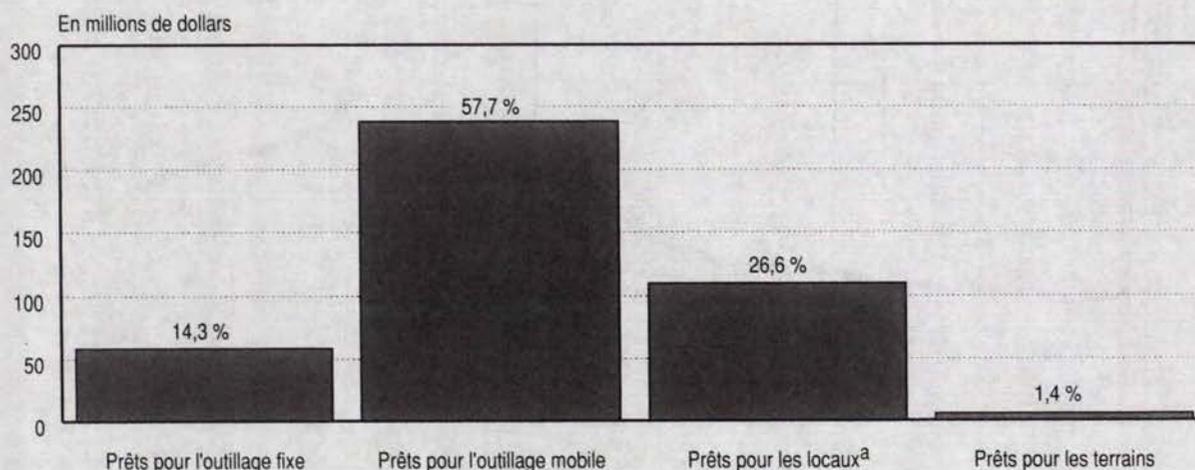
- Prêts sur l'outillage fixe
 - l'achat, l'installation, la rénovation, l'amélioration ou la modernisation d'outillage d'un genre généralement assujéti à un bien immeuble ou réel;
- Prêts sur l'outillage mobile
 - l'achat, la rénovation, l'amélioration ou la modernisation d'outillage d'un genre généralement non assujéti à un bien immeuble ou réel;
- Prêts sur les locaux
 - la rénovation, l'amélioration, la modernisation, l'agrandissement, la construction ou l'achat de locaux;
- Prêts sur les terrains
 - l'achat des terrains nécessaires à l'exploitation d'une petite entreprise commerciale.

Des prêts ne peuvent être obtenus pour le financement des stocks, l'accroissement du fonds de roulement ou le refinancement des dettes.

Les prêts destinés à l'amélioration d'entreprises peuvent servir à financer jusqu'à 90 p. 100 des coûts des terrains et des locaux et jusqu'à 80 p. 100 des coûts de l'outillage.

Graphique 5

**Répartition des prêts par catégorie — Ensemble du Programme
Du 1^{er} avril 1990 au 31 mars 1991
(valeur et pourcentage du total)**



^aAux fins de la Loi, « locaux » à l'exclusion des terrains.

Source : Banque de données sur la Loi sur les prêts aux petites entreprises.

Les résultats d'exploitation

Ensemble du Programme

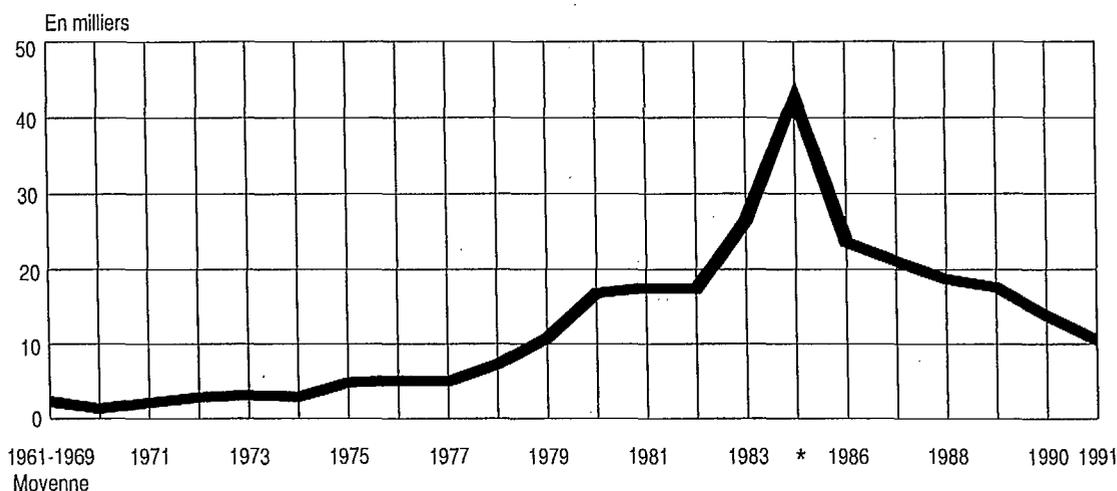
Pendant les 12 mois à l'étude, 10 640 prêts destinés à l'amélioration d'entreprises ont été attribués, représentant un total de 412 806 753 \$. La moyenne des prêts consentis a changé, passant de 39 107 \$ à 38 798 \$ pendant la période de 12 mois se terminant le 31 mars 1991.

De la valeur financière des prêts consentis pendant la période à l'étude, 59 000 000 \$, ou 14,3 p. 100, ont servi à financer l'achat, l'installation, la rénovation, l'amélioration ou la modernisation d'**outillage fixe**; 238 300 000 \$, ou 57,7 p. 100, ont servi à financer l'achat, la rénovation, l'amélioration ou la modernisation d'**outillage mobile**; 109 900 000 \$, ou 26,6 p. 100, ont servi à financer la rénovation, l'amélioration, la modernisation, l'agrandissement, la construction ou l'achat de **locaux (à l'exclusion des terrains)**, tandis que 5 600 000 \$, ou 1,4 p. 100, ont servi à financer l'achat de **terrains**.

Comme par les années passées, les **entreprises de services** ont profité plus que les autres des facilités d'emprunt aux termes de la Loi et, pour la période de 12 mois à l'étude, ont reçu 190 600 000 \$, ou 46,2 p. 100 du total des prêts. Viennent ensuite les **établissements de vente au détail**, avec 110 600 000 \$, ou 26,8 p. 100; le **secteur des transports**, avec 37 700 000 \$, ou 9,1 p. 100; les **entreprises de fabrication**, avec 30 400 000 \$, ou 7,4 p. 100; les **entreprises de construction**, avec 25 300 000 \$, ou 6,1 p. 100; les **établissements de vente en gros**, avec 9 600 000 \$, ou 2,3 p. 100; la **pêche** avec 5 300 000 \$, ou 1,3 p. 100; et le **secteur des communications**, avec 3 300 000 \$, ou 0,8 p. 100.

Graphique 6

Activités passées concernant les prêts — Ensemble du Programme
(nombre de prêts)



*Période de 15 mois allant du 1^{er} janvier 1984 au 31 mars 1985, par la suite période de 12 mois se terminant le 31 mars.
Source : Banque de données sur la Loi sur les prêts aux petites entreprises.

Depuis la création du Programme en 1961 jusqu'au 31 mars 1991, quelque 292 577 prêts destinés à l'amélioration d'entreprises, représentant la somme de 8 140 041 491 \$, ont été consentis. Au cours de cette même période, des paiements ont été versés aux prêteurs, aux termes des dispositions de garanties de la Loi, en réponse à 13 860 réclamations évaluées à 307 221 963 \$. Au 31 mars 1991, le coût net des réclamations payées aux prêteurs passait à 260 213 468 \$, étant donné que 9 483 865 \$ ont été perçus depuis le début du Programme au titre des créances subrogées et qu'un montant de droits totalisant 37 524 630 \$ a été perçu au chapitre des prêts destinés à l'amélioration d'entreprises inscrites depuis le 1^{er} avril 1985.

Ouest canadien — Manitoba, Saskatchewan, Alberta et Colombie-Britannique

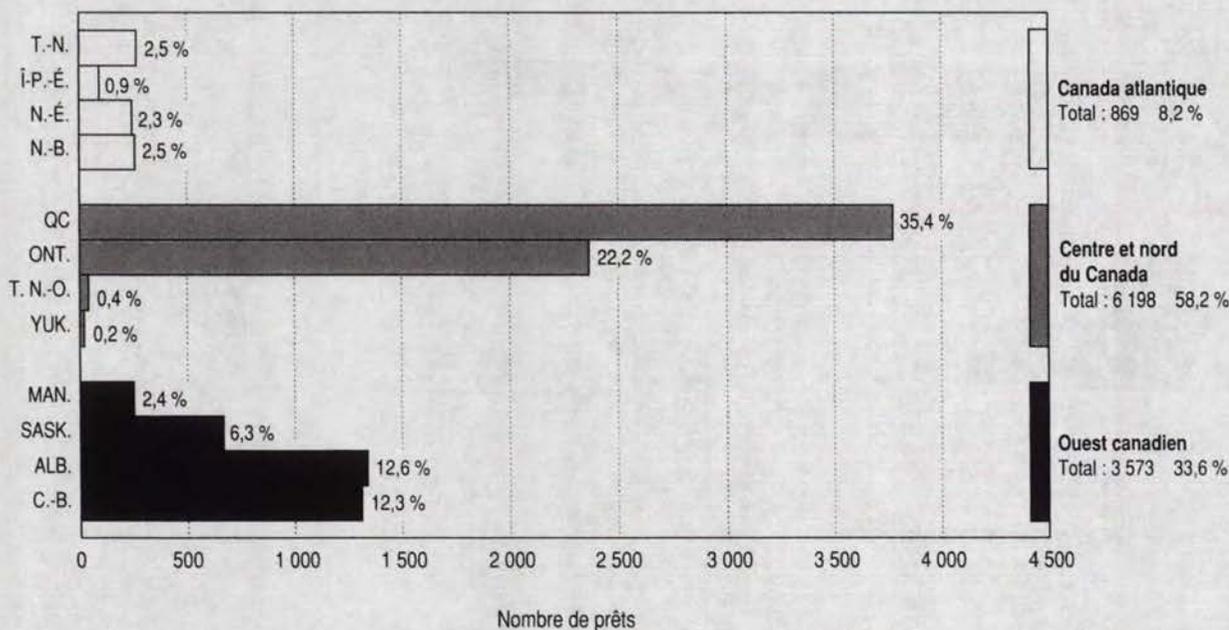
Sur l'ensemble des prêts consentis dans le cadre du Programme, 3 573 prêts destinés à l'amélioration d'entreprises, soit 116 450 205 \$, ont été attribués dans l'ouest du Canada au cours des 12 mois qui se sont terminés le 31 mars 1991. La moyenne des prêts consentis a diminué, passant à 32 592 \$ comparativement à 33 252 \$ pour l'exercice financier précédent.

Sur les 116 400 000 \$ prêtés pendant la période à l'étude, 8 900 000 \$, ou 7,6 p. 100, ont servi à financer de l'**outillage fixe**; 81 400 000 \$, ou 69,9 p. 100, ont servi à financer de l'**outillage mobile**; 23 000 000 \$, ou 20,4 p. 100, ont servi à financer des **locaux** (à l'exclusion des terrains); et 2 400 000 \$, ou 2,1 p. 100, ont servi à financer l'achat de **terrains**.

Si l'on compare le montant des emprunts effectués par les diverses catégories d'entreprises commerciales, ce sont les **entreprises de services** qui arrivent au premier rang, puisqu'elles ont emprunté 54 600 000 \$, ou 46,9 p. 100 du total. Viennent ensuite les **établissements de vente au détail**, avec 24 300 000 \$, ou 20,9 p. 100; le **secteur des transports**, avec 17 000 000 \$, ou 14,6 p. 100; les **entreprises de construction**, avec 10 500 000 \$, ou 9 p. 100; les **entreprises de fabrication**, avec 5 200 000 \$, ou 4,5 p. 100; le **secteur des pêches**, avec 2 200 000 \$, ou 1,9 p. 100; les **établissements de vente en gros**, avec 2 200 000 \$ ou 1,9 p. 100; et le **secteur des communications**, avec 400 000 \$, ou 0,3 p. 100.

Graphique 7

Répartition des prêts par région — Total : 10 640



Source : Banque de données sur la Loi sur les prêts aux petites entreprises.

Centre et nord du Canada — Québec, Ontario, Territoires du Nord-Ouest et Yukon

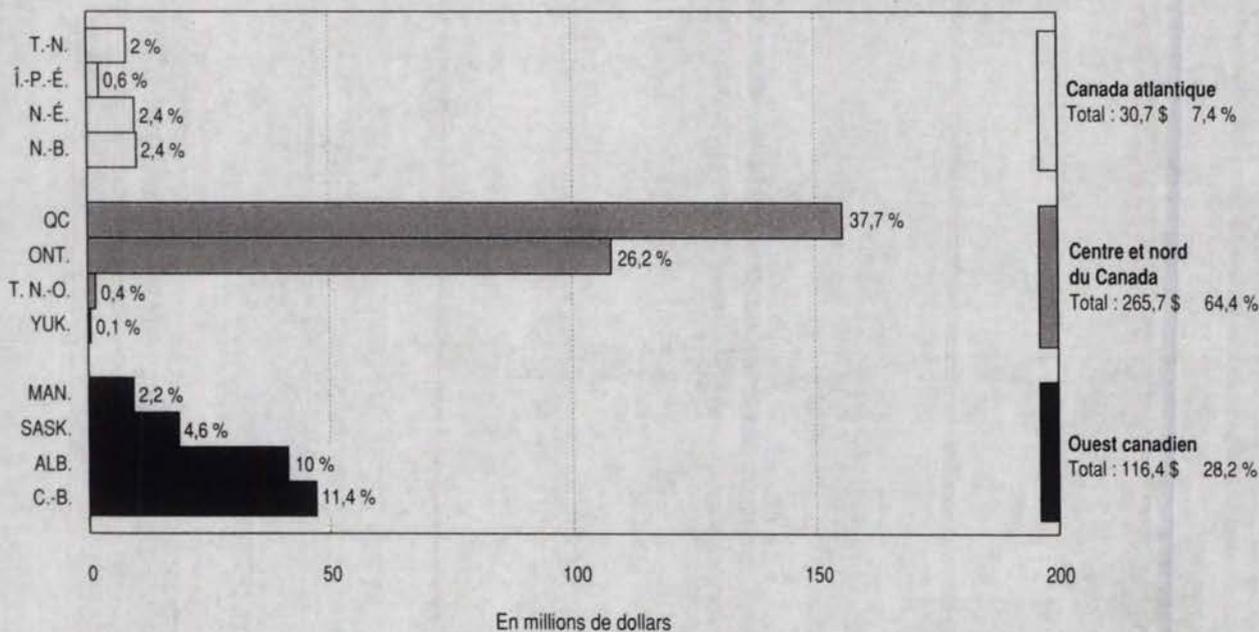
Sur l'ensemble des prêts consentis dans le cadre du Programme, 6 198 prêts destinés à l'amélioration d'entreprises, soit 265 695 859 \$, ont été attribués dans le centre et le nord du Canada au cours des 12 mois qui se sont terminés le 31 mars 1991. La moyenne des prêts consentis a diminué, passant à 42 868 \$ comparativement à 43 078 \$ pour l'exercice financier précédent.

Sur les 265 700 000 \$ prêtés pendant la période à l'étude, 48 600 000 \$, ou 18,3 p. 100, ont servi à financer de l'**outillage fixe**; 136 800 000 \$, ou 51,5 p. 100, ont servi à financer de l'**outillage mobile**; 77 600 000 \$, ou 29,2 p. 100, ont servi à financer des **locaux (à l'exclusion des terrains)**; et 2 700 000 \$, ou 1 p. 100, ont servi à financer l'achat de **terrains**.

Si l'on compare le montant des emprunts effectués par les diverses catégories d'entreprises, ce sont les **entreprises de services** qui arrivent au premier rang, puisqu'elles ont emprunté 126 400 000 \$, ou 47,6 p. 100 du total. Viennent ensuite les **établissements de vente au détail**, avec 79 100 000 \$, ou 29,8 p. 100; les **entreprises de fabrication**, avec 22 600 000 \$, ou 8,5 p. 100; le **secteur des transports**, avec 15 800 000 \$, ou 5,9 p. 100; les **entreprises de construction**, avec 12 100 000 \$, ou 4,6 p. 100; les **établissements de vente en gros**, avec 6 500 000 \$, ou 2,4 p. 100; le **secteur des communications**, avec 2 800 000 \$, ou 1,1 p. 100; et le **secteur des pêches**, avec 400 000 \$, ou 0,1 p. 100.

Graphique 8

Répartition des prêts par région — Montant total : 412 806 753 \$



Source : Banque de données sur la Loi sur les prêts aux petites entreprises.

Canada atlantique — Terre-Neuve, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick

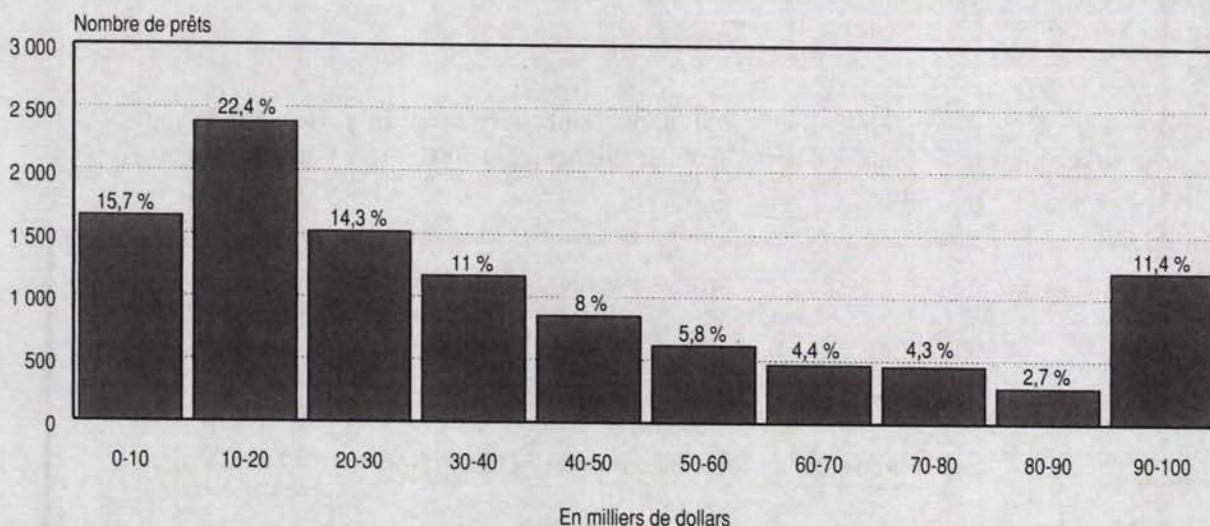
Sur l'ensemble des prêts consentis dans le cadre du Programme, 869 prêts destinés à l'amélioration d'entreprises représentant 30 660 689 \$ ont été attribués dans le Canada atlantique au cours des 12 mois qui se sont terminés le 31 mars 1991. La moyenne des prêts consentis s'est accrue, passant à 35 283 \$ comparativement à 32 920 \$ pour l'exercice financier précédent.

Sur les 30 700 000 \$ prêtés pendant la période à l'étude, 1 500 000 \$, ou 4,9 p. 100, ont servi à financer de l'**outillage fixe**; 20 100 000 \$, ou 65,5 p. 100, ont servi à financer de l'**outillage mobile**; 8 600 000 \$, ou 28 p. 100, ont servi à financer des **locaux** (à l'exclusion des terrains); et 500 000 \$, ou 1,6 p. 100, ont servi à financer l'achat de **terrains**.

Si l'on compare le montant des emprunts effectués par les diverses catégories d'entreprises commerciales, ce sont les **entreprises de services** qui arrivent au premier rang, puisqu'elles ont emprunté 9 600 000 \$, ou 31,3 p. 100 du total. Viennent ensuite les **établissements de vente au détail**, avec 7 200 000 \$, ou 23,5 p. 100; le **secteur des transports**, avec 4 900 000 \$, ou 16 p. 100; le **secteur des pêches**, avec 2 700 000 \$, ou 8,8 p. 100; les **entreprises de construction**, avec 2 700 000 \$, ou 8,8 p. 100; les **entreprises de fabrication**, avec 2 600 000 \$, ou 8,5 p. 100; les **établissements de vente en gros**, avec 900 000 \$, ou 2,9 p. 100; et le **secteur des communications**, avec 100 000 \$, ou 0,2 p. 100.

Graphique 9

Valeur des prêts — Ensemble du Programme
Du 1^{er} avril 1990 au 31 mars 1991
 (nombre et pourcentage du total)



Source : Banque de données sur la Loi sur les prêts aux petites entreprises.

Dettes éventuelle de l'État envers les prêteurs autorisés

D'après la Loi, dès qu'un prêteur autorisé déclare les prêts destinés à l'amélioration d'entreprises qu'il a consentis au cours d'une période légale de prêts, l'État devient immédiatement tenu de rembourser éventuellement audit prêteur les pertes subies sur ces prêts, et ce, jusqu'à concurrence des proportions suivantes :

- 90 p. 100 de la première tranche de 125 000 \$ des prêts effectués et déclarés par le prêteur autorisé;
- 50 p. 100 de la deuxième tranche de 125 000 \$ des prêts effectués et déclarés par le prêteur autorisé;
- 10 p. 100 de tous les prêts ultérieurs, effectués et déclarés par le prêteur autorisé.

La dette éventuelle de l'État envers chaque prêteur autorisé et par période de prêts est réduite grâce au remboursement des prêts par les emprunteurs et au remboursement des pertes sur prêts par l'État. Il n'existe plus de dette éventuelle de l'État en vertu de la Loi pour les prêts consentis avant le 1^{er} juillet 1977, étant donné qu'il ne reste aucun montant en souffrance.

Comme il est indiqué au tableau 4, le remboursement de 6 067 271 410 \$ par les emprunteurs et le remboursement par l'État de 299 504 886 \$ ont réduit à 1 226 279 131 \$ le total des prêts non remboursés figurant dans les livres comptables de tous les prêteurs autorisés.

Le remboursement des prêts et le remboursement des pertes ont continué à réduire la dette éventuelle nette de l'État à 502 541 220 \$ en date du 31 mars 1991.

Une comparaison du taux relativement faible de remboursement de pertes par l'État et des investissements industriels importants, qui dépassent actuellement 500 000 000 \$ par an, fait ressortir l'effet de levier considérable du Programme.

7 593 055 427 \$	PAE consentis du 1 ^{er} juillet 1977 au 31 mars 1991 (voir tableau 4)	
(6 067 271 410 \$)	Les remboursements par les emprunteurs	
(299 504 886) ^a	Le remboursement par l'État	4,7 % du total des remboursements
(6 366 776 296)	Total des remboursements	
1 226 279 131 \$	Solde impayé des PAE au 31 mars 1991 (voir le graphique 4)	
Compte tenu de ce qui précède, la dette éventuelle de l'État au 31 mars 1991 est estimée à 502 541 220 \$.		

^a Dans le montant de 299 504 886 \$ correspondant aux indemnités versées par l'État — ce dernier étant subrogé — il faut inclure la somme de 157 821 767 \$ qui, de 1961 au 31 mars 1989, correspond aux mauvaises créances conformément à la pratique établie, et celle de 24 110 170 \$ qui correspond aux mauvaises créances durant l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 1990 ainsi que 20 414 133 \$ qui correspondent aux mauvaises créances durant l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 1991.

Années d'activité des petites entreprises emprunteuses

Depuis le 2 novembre 1987, les prêteurs sont tenus d'indiquer dans la demande de prêt le nombre d'années d'activité d'une entreprise ayant bénéficié d'un prêt destiné à son amélioration et consenti en vertu de la Loi. Par conséquent, les statistiques présentées dans les pages suivantes pour l'année financière 1987-1988 visent seulement la période allant du 2 novembre 1987 au 31 mars 1988. Le nombre des prêts est tel qu'enregistré au départ.

Année financière	Années d'activité de l'entreprise				Sous-total	Plus de 3 ans	Total
	Démarrage	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année			
1987-1988	2 911 38,5 %	567 7,5 %	567 7,5 %	492 6,5 %	4 537 60,0 %	3 027 40,0 %	7 564 100,0 %
1988-1989	6 987 39,3 %	1 227 7,0 %	1 424 8,0 %	1 107 6,2 %	10 745 60,5 %	7 012 39,5 %	17 757 100,0 %
1989-1990	5 293 38,6 %	940 6,9 %	1 064 7,8 %	921 6,7 %	8 218 60,0 %	5 554 40,0 %	13 772 100,0 %
1990-1991	4 254 40,0 %	700 6,6 %	710 6,7 %	644 6,0 %	6 308 59,3 %	4 332 40,7 %	10 640 100,0 %

Ces statistiques prouvent que les entreprises en phase de démarrage, dont on ne connaît pas le rendement sur les plans de la rentabilité et de la gestion, et les entreprises à l'étape de la formation sont les bénéficiaires de la majorité des prêts consentis aux termes de la Loi. De plus, ces statistiques démontrent que la Loi est un outil permettant de remplir avec succès le mandat du ministère qui est de « ... favoriser l'esprit d'entreprise et la création de petites entreprises, ainsi que leur croissance et leur expansion, » tel qu'exposé au paragraphe 8. (1) c) de la *Loi d'Industrie, Sciences et Technologie*.

Emploi dans les petites entreprises emprunteuses

Les statistiques sur l'emploi sont également fournies par les prêteurs, tel qu'indiqué dans la demande de prêt, pour les prêts qu'ils ont consentis aux termes de la Loi depuis novembre 1987. Le tableau suivant présente ces statistiques sur l'emploi et tous les nombres sont tels qu'enregistrés au départ.

Année financière	Entreprises	Nombre d'employés	Moyenne d'emplois par entreprise	Nombre d'employés additionnels ^a	
				Total	Par entreprise
1988-1989	17 757	83 678	4,7	37 290	2,1
1989-1990	13 772	63 125	4,6	36 963	2,7
1990-1991	10 640	50 433	4,7	24 549	2,3

^a Nombre de personnes additionnelles qui seront employées en fonction des prêts d'après le compte rendu aux prêteurs par les emprunteurs.

Coût estimatif par emploi additionnel créé

Comme on peut voir au tableau 3, le coût annuel par emploi additionnel créé peut-être calculé selon les données sur l'emploi, telles que déterminées par les emprunteurs et reportées par les prêteurs et, suite aux activités des entreprises en vertu de la Loi. Le coût net des créances payées est calculé à partir du montant des créances pour les pertes payées aux prêteurs, et ce, en soustrayant le montant recouvré en vertu des dettes subrogées ainsi que le montant des frais reçus des prêteurs afin de comptabiliser les nouveaux prêts faits.

Si l'on divise le nombre des emplois additionnels créés annuellement (cette statistique n'a pas été vérifiée par les administrateurs du Programme) par le coût annuel net des créances payées, l'on obtient le coût par emploi additionnel créé.

Année financière	Coût net des créances payées	Emplois additionnels créés	Coût selon les emplois additionnels créés
1988-1989	24 453 006 \$	37 290	656 \$
1989-1990	26 041 709 \$	36 963	705 \$
1990-1991	27 324 567 \$	24 549	1 113 \$

Événements subséquents

Le 13 juin 1991 :

- le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social était nommé Ministre chargé de l'application de la Loi pour les petites entreprises installées au Québec;
- le ministre d'Industrie, Sciences et Technologie demeure le Ministre chargé de l'application de la Loi pour les petites entreprises installées en Ontario ainsi que dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon. Il demeure le Ministre chargé de l'application de tous les autres aspects de la Loi.

Pour toute question concernant le rapport annuel ou un aspect quelconque du Programme, s'adresser à :

Administration des prêts aux petites entreprises
Industrie, Sciences et Technologie Canada
235, rue Queen
OTTAWA (Ont.)
K1A 0H5

Tableau 1

Résumé des activités — Ensemble du Programme

Période	Prêts consentis à l'amélioration d'entreprises (PAE)		Moyenne des PAE \$	Créances payées	
	Nombre	Montant \$		Nombre	Montant \$
12 mois terminés le 31 décembre					
1961-1969	20 865	195 424 436	9 366	142	873 289
1970	1 367	13 772 340	10 075	27	148 649
1971	2 138	22 361 763	10 459	20	71 329
1972	2 860	28 453 509	9 949	21	125 955
1973	3 149	32 068 566	10 184	17	112 178
1974	2 947	37 241 269	12 637	37	239 175
1975	4 835	82 003 157	16 960	35	237 093
1976	5 106	91 893 663	17 997	42	231 896
1977	5 001	99 636 016	19 923	72	632 794
1978	7 320	176 747 904	24 145	122	1 380 584
1979	10 821	268 770 603	24 837	152	1 788 619
1980	16 829	421 402 955	25 040	242	3 825 688
1981	17 544	522 475 588	29 780	390	6 761 102
1982	17 377	450 814 648	25 943	561	11 705 508
1983	26 484	712 853 044	26 916	998	22 283 733
3 mois terminés le 31 mars^a					
1984	7 598	211 346 994	27 816	368	10 724 817
12 mois terminés le 31 mars					
1985	34 741	1 006 096 480	28 959	1 533	29 079 005
1986	23 586	737 246 164	31 257	1 884	44 429 322
1987	21 143	709 562 874	33 560	1 524	37 066 765
1988	18 665	684 143 510	36 654	1 457	35 052 253
1989	17 758	683 131 976	38 468	1 436	32 345 578
1990 ^b	13 803	539 787 279	39 107	1 224	32 951 533
1991	10 640	412 806 753	38 798	1 556	33 233 302
Total	292 577	8 140 041 491	27 822	13 860	305 300 167

^a Après l'année civile se terminant le 31 décembre 1983, la période à l'étude a été modifiée pour coïncider avec la fin de l'année financière du gouvernement, le 31 mars.

^b Les données sur les « prêts consentis » et la « moyenne des prêts » pour la période de 12 mois se terminant le 31 mars 1990 et antérieurement peuvent différer de celles qui figurent dans les rapports annuels précédents, en raison de l'enregistrement tardif des PAE de la part des prêteurs.

Tableau 2

Nombre de PAE consentis et moyenne de ces prêts par région

Période – 12 mois terminés le 31 mars	PAE consentis								Moyenne des PAE \$
	Canada atlantique ^a		Ouest canadien ^b		Centre et nord du Canada ^c		Total		
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	
1 ^{er} avril 1987 – 4 juin 1987	288	9 966 326							
5 juin 1987 – 31 mars 1988	1 254	44 703 069							
Total — Canada atlantique	1 542	54 669 395					1 542	54 669 395	35 454
1 ^{er} avril 1987 – 3 août 1987			2 169	68 612 125					
4 août 1987 – 31 mars 1988			3 692	122 951 108					
Total — Ouest canadien			5 861	191 563 233			5 861	191 563 233	32 684
1 ^{er} avril 1987 – 31 mars 1988					11 262	437 910 882			
Total — centre et nord du Canada					11 262	437 910 882	11 262	437 910 882	38 884
Total 1988	1 542	54 669 395	5 861	191 563 233	11 262	437 910 882	18 665	684 143 510	36 654
1989	1 586	53 711 993	5 367	186 015 904	10 805	443 404 079	17 758	683 131 976	38 468
1990	1 122	36 920 590	4 395	146 265 653	8 286	356 601 036	13 803	539 787 279	39 107
1991	869	30 660 689	3 573	116 450 205	6 198	265 695 859	10 640	412 806 753	38 798

^a Aux fins de la présente Loi, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique englobe, depuis le 5 juin 1987, les petites entreprises commerciales qui sont situées dans les provinces de Terre-Neuve, de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick (le Canada atlantique).

^b Aux fins de la présente Loi, le ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien englobe, depuis le 4 août 1987, les petites entreprises commerciales qui sont situées dans les provinces du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique (l'Ouest canadien).

^c Aux fins de la présente Loi, Industrie, Sciences et Technologie Canada (ISTC) s'occupait des dossiers des petites entreprises commerciales de toutes les régions du Canada jusqu'au 5 juin 1987, date à laquelle était établie l'Agence de promotion économique du Canada atlantique chargée de s'occuper des dossiers des quatre provinces du Canada atlantique. Par la suite, ISTC continuait d'assumer la responsabilité des dossiers des petites entreprises partout ailleurs au Canada jusqu'à l'établissement du ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien chargé de s'occuper des dossiers des quatre provinces de l'Ouest canadien, le 4 août 1987. Depuis cette date, ISTC continue d'assumer la responsabilité des dossiers des petites entreprises situées en Ontario, au Québec, ainsi que dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon (Centre et nord du Canada).

Tableau 3

Sommaire des créances payées, recouvrements et droits^a

Période	Créances payées				Recouvrements de créances des années antérieures \$	Créances payées moins tous les recouvrements \$	Recette des droits de 1 p. 100 \$	Créances payées moins les recouvrements et les droits \$
	Nombre	Montant brut \$	Recouv- rements \$	Montant ^b net \$				
12 mois terminés le 31 décembre 1961-1969	142	873 289	-	873 289	(2 386)	870 903	-	870 903
1970	27	148 649	-	148 649	(16 789)	131 860	-	131 860
1971	20	71 329	-	71 329	(4 829)	66 500	-	66 500
1972	21	125 955	-	125 955	(13 028)	112 927	-	112 927
1973	17	112 178	-	112 178	(13 379)	98 799	-	98 799
1974	37	239 175	-	239 175	(8 615)	230 560	-	230 560
1975	35	237 093	-	237 093	(4 323)	232 770	-	232 770
1976	42	231 896	-	231 896	(17 051)	214 845	-	214 845
1977	72	632 794	-	632 794	(7 287)	625 507	-	625 507
1978	122	1 380 584	-	1 380 584	(13 808)	1 366 776	-	1 366 776
1979	152	1 788 619	-	1 788 619	(51 633)	1 736 986	-	1 736 986
1980	242	3 825 688	-	3 825 688	(62 036)	3 763 652	-	3 763 652
1981	390	6 761 102	-	6 761 102	(88 662)	6 672 440	-	6 672 440
1982	561	11 705 508	-	11 705 508	(63 385)	11 642 123	-	11 642 123
1983	998	22 283 733	-	22 283 733	(178 500)	22 105 233	-	22 105 233
3 mois terminés le 31 mars								
1984	368	10 724 817	-	10 724 817	(44 625)	10 680 192	-	10 680 192
12 mois terminés le 31 mars								
1985	1 533	29 079 005	-	29 079 005	(670 000)	28 409 005	-	28 409 005
1986	1 884	44 450 775	(21 453)	44 429 322	(592 178)	43 837 144	(7 101 331)	36 735 813
1987	1 524	37 331 898	(265 133)	37 066 765	(507 944)	36 558 821	(7 172 167)	29 386 654
1988	1 457	35 379 304	(327 051)	35 052 253	(1 102 547)	33 949 706	(6 639 065)	27 310 641
1989	1 436	32 675 582	(330 004)	32 345 578	(1 004 661)	31 340 917	(6 887 911)	24 453 006
1990	1 224	33 562 975	(611 442)	32 951 533	(1 364 747)	31 586 786	(5 545 077)	26 041 709
1991	1 556	33 600 015	(366 713)	33 233 302	(1 729 656)	31 503 646	(4 179 079)	27 324 567
Total	13 860	307 221 963	(1 921 796)	305 300 167	(7 562 069)	297 738 098	(37 524 630)	260 213 468

^a La date d'inscription aux livres des créances payées, des recouvrements et des droits perçus coïncide avec la date à laquelle ces transactions ont été effectuées par le gouvernement.

La date d'inscription aux livres des prêts consentis (tableau 1) coïncide avec la date à laquelle ces prêts ont été consentis par un prêteur et non avec la date à laquelle le Ministre est avisé de ces prêts.

^b Correspond au montant du tableau 1.

Tableau 3a

Sommaire des créances payées, recouvrements et droits par région^a

Période	Créances payées				Recouvrements de créances des années antérieures \$	Créances payées moins tous les recouvrements \$	Recette des droits de 1 p. 100 \$	Créances payées moins les recouvrements et les droits \$
	Nombre	Montant brut \$	Recouvrements \$	Montant net \$				
Agence de promotion économique du Canada atlantique (Canada atlantique)								
5 juin 1987 – 31 mars 1988	60	1 298 531	(18 361)	1 280 170	(109 914)	1 170 256	(436 575)	733 681
1 ^{er} avril 1988 – 31 mars 1989	87	1 833 754	(5 649)	1 828 105	(88 683)	1 739 422	(545 387)	1 194 035
1 ^{er} avril 1989 – 31 mars 1990	72	2 181 418	(20 516)	2 160 902	(23 175)	2 137 727	(379 934)	1 757 793
1 ^{er} avril 1990 – 31 mars 1991	87	2 210 340	(6 505)	2 203 835	(87 809)	2 116 026	(304 975)	1 811 051
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien (Ouest canadien)								
4 août 1987 – 31 mars 1988	423	9 926 451	(118 644)	9 807 807	(277 933)	9 529 874	(1 186 102)	8 343 772
1 ^{er} avril 1988 – 31 mars 1989	550	12 140 088	(182 759)	11 957 329	(523 203)	11 434 126	(1 880 522)	9 553 604
1 ^{er} avril 1989 – 31 mars 1990	384	9 690 789	(264 475)	9 426 314	(736 029)	8 690 285	(1 493 261)	7 197 024
1 ^{er} avril 1990 – 31 mars 1991	388	7 209 191	(138 352)	7 070 839	(820 853)	6 249 986	(1 176 195)	5 073 791
Industrie, Sciences et Technologie Canada (Centre et nord du Canada)^b								
1 ^{er} avril 1987 – 31 mars 1988	974	24 154 322	(190 046)	23 964 276	(714 700)	23 249 576	(5 016 388)	18 233 188
1 ^{er} avril 1988 – 31 mars 1989	799	18 701 740	(141 596)	18 560 144	(392 775)	18 167 369	(4 462 002)	13 705 367
1 ^{er} avril 1989 – 31 mars 1990	768	21 690 768	(326 451)	21 364 317	(605 543)	20 758 774	(3 671 882)	17 086 892
1 ^{er} avril 1990 – 31 mars 1991	1 081	24 180 484	(221 856)	23 958 628	(820 994)	23 137 634	(2 697 909)	20 439 725
Total								
1 ^{er} avril 1987 – 31 mars 1988	1 457	35 379 304	(327 051)	35 052 253 ^c	(1 102 547)	33 949 706	(6 639 065)	27 310 641
1 ^{er} avril 1988 – 31 mars 1989	1 436	32 675 582	(330 004)	32 345 578 ^c	(1 004 661)	31 340 917	(6 887 911)	24 453 006
1 ^{er} avril 1989 – 31 mars 1990	1 224	33 562 975	(611 442)	32 951 533 ^c	(1 364 747)	31 586 786	(5 545 077)	26 041 709
1 ^{er} avril 1990 – 31 mars 1991	1 556	33 600 015	(366 713)	33 233 302 ^c	(1 729 656)	31 503 646	(4 179 079)	27 324 567

^a La date d'inscription aux livres des créances payées, des recouvrements et des droits perçus coïncide avec la date à laquelle ces transactions ont été effectuées par le gouvernement. La date d'inscription aux livres des prêts consentis (tableau 1) coïncide avec la date à laquelle ces prêts ont été consentis par un prêteur et non avec la date à laquelle le Ministre est avisé de ces prêts.

^b Les résultats d'Industrie, Sciences et Technologie Canada, pour l'année financière 1987-1988, incluent les résultats du Canada atlantique et de l'Ouest canadien pour la période précédant la création de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et du ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.

^c correspond au montant du tableau 1.

Tableau 4

PAE versés, remboursements effectués et solde impayé du capital

Périodes	Prêts consentis \$	Remboursements ^a \$	Solde impayé du capital au 31 mars 1991 ^b \$
Période 1 : 19 janvier 1961 – 31 décembre 1963	74 549 220	74 549 220	–
Période 2 : 1 ^{er} janvier 1964 – 31 décembre 1966	72 662 656	72 662 656	–
Période 3 : 1 ^{er} janvier 1967 – 31 décembre 1969	48 212 560	48 212 560	–
Période 4 : 1 ^{er} janvier 1970 – 30 juin 1971	23 140 841	23 140 841	–
Période 5 : 1 ^{er} juillet 1971 – 30 juin 1974	86 924 604	86 924 604	–
Période 6 : 1 ^{er} juillet 1974 – 30 juin 1977	241 496 183	241 496 183	–
Sous-total	546 986 064	546 986 064	–
Période 7 : 1 ^{er} juillet 1977 – 30 juin 1980	672 535 342	672 253 827	281 515
Période 8 : 1 ^{er} juillet 1980 – 31 mars 1983	1 354 410 297	1 349 581 410	4 828 887
Période 9 : 1 ^{er} avril 1983 – 31 mars 1985	1 799 751 517	1 753 300 399	46 451 118
Période 10 : 1 ^{er} avril 1985 – 31 mars 1990	3 353 551 518	2 520 760 624	832 790 894
Period 11: 1 ^{er} avril 1990 – 31 mars 1993	412 806 753	70 880 036	341 926 717
Sous-total	7 593 055 427	6 366 776 296	1 226 279 131
Total	8 140 041 491	6 913 762 360	1 226 279 131

^a Incluent le montant du capital payé aux prêteurs en vertu de l'obligation du Ministre.

^b Tel que déclaré par les prêteurs au moment d'aller sous presse.

Tableau 5

PAE par type d'établissement de prêts et par province
Du 1^{er} avril 1990 au 31 mars 1991

Province	Prêteur		Banque à charte en vertu de la <i>Loi sur les banques</i>		<i>Credit Unions, caisses populaires et sociétés coopératives de crédit</i>		Sociétés de fiducie, de prêt et d'assurances		Succursales du Trésor de l'Alberta		Total des prêts	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
C.-B.	1 204	42 822 003	102	3 655 327	8	619 354	-	-	1 314	47 096 684		
Aberta	1 231	36 764 432	14	479 080	4	358 400	92	3 708 879	1 341	41 310 791		
Saskatchewan	515	14 331 367	149	4 294 639	3	125 100	-	-	667	18 751 106		
Manitoba	226	8 074 694	23	1 016 930	2	200 000	-	-	251	9 291 624		
Ouest canadien	3 176	101 992 496	288	9 445 976	17	1 302 854	92	3 708 879	3 573	116 450 205		
Ontario	2 252	100 803 649	6	495 000	108	6 650 944	-	-	2 366	107 949 593		
Québec	1 937	90 561 123	1 820	64 168 437	16	863 227	-	-	3 773	155 592 787		
T.N.-O.	40	1 621 064	-	-	-	-	-	-	40	1 621 064		
Yukon	19	532 415	-	-	-	-	-	-	19	532 415		
Centre et nord du Canada	4 248	193 518 251	1 826	64 663 437	124	7 514 171	-	-	6 198	265 695 859		
Nouveau-Brunswick	252	9 800 119	8	232 471	2	200 000	-	-	262	10 232 590		
Nouvelle-Écosse	247	9 660 253	-	-	1	100 000	-	-	248	9 760 253		
Î.-P.É.	93	2 436 287	-	-	-	-	-	-	93	2 436 287		
Terre-Neuve	266	8 231 559	-	-	-	-	-	-	266	8 231 559		
Canada atlantique	858	30 128 218	8	232 471	3	300 000	-	-	869	30 660 689		
Total	8 282	325 638 965	2 122	74 341 884	144	9 117 025	92	3 708 879	10 640	412 806 753		

Tableau 5a

PAE — Banques à charte par province
Du 1^{er} avril 1990 au 31 mars 1991

Province	Banques à charte ayant consenti 1 000 000 \$ ou plus de PAE									
	Banque Royale du Canada		Banque Canadienne Impériale de Commerce		Banque de la Nouvelle-Écosse		Banque Toronto-Dominion		Banque de Montréal	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
C.-B.	222	9 381 679	180	6 633 801	124	4 900 958	247	7 209 168	398	13 568 170
Alberta	118	5 942 984	515	13 682 573	203	5 495 803	233	6 324 861	160	5 183 211
Saskatchewan	220	7 048 174	110	2 626 358	90	2 106 104	38	1 089 341	57	1 461 390
Manitoba	61	2 883 472	82	2 338 458	37	963 044	19	809 600	27	1 080 120
Ouest canadien	621	25 256 309	887	25 281 190	454	13 465 909	537	15 432 970	642	21 292 891
Ontario	543	28 783 873	583	26 554 036	385	13 867 577	455	19 527 600	258	10 867 949
Québec	400	17 612 370	94	4 878 096	115	5 217 778	305	12 331 064	258	9 983 814
T.N.-O	3	169 602	33	1 299 962	—	—	—	—	4	151 500
Yukon	—	—	4	92 968	1	20 000	6	156 867	8	262 580
Centre et nord du Canada	946	46 565 845	714	32 825 062	501	19 105 355	766	32 015 531	528	21 265 843
Nouveau-Brunswick	12	563 927	3	147 047	151	5 574 053	16	641 702	43	1 931 435
Nouvelle-Écosse	41	1 954 445	10	366 481	145	4 856 411	20	675 020	30	1 707 896
Î.-P.É.	11	257 909	13	402 400	56	1 453 364	1	15 000	5	163 767
Terre-Neuve	10	649 390	2	190 000	232	6 291 355	3	211 582	19	889 232
Canada atlantique	74	3 425 671	28	1 105 928	584	18 175 183	40	1 543 304	97	4 692 330
Total	1 641	75 247 825	1 629	59 212 180	1 539	50 746 447	1 343	48 991 805	1 267	47 251 064

Tableau 5a (fin)

PAE — Banques à charte par province
Du 1^{er} avril 1990 au 31 mars 1991

Province	Banques à charte ayant consenti 1 000 000 \$ ou plus de PAE						PAE consentis par toutes les autres banques à charte		Total des PAE consentis par l'ensemble des banques à charte	
	Banque Nationale du Canada		Banque Hongkong du Canada		Banque Laurentienne du Canada		Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$				
C.-B.	-	-	33	1 128 227	-	-	-	-	1 204	42 822 003
Alberta	-	-	2	135 000	-	-	-	-	1 231	36 764 432
Saskatchewan	-	-	-	-	-	-	-	-	515	14 331 367
Manitoba	-	-	-	-	-	-	-	-	226	8 074 694
Ouest canadien	-	-	35	1 263 227	-	-	-	-	3 176	101 992 496
Ontario	-	653 422	5	250 240	-	-	11	298 952	2 252	100 803 649
Québec	12	38 729 449	2	138 220	20	1 150 350	22	519 982	1 937	90 561 123
T.N.-O.	721	-	-	-	-	-	-	-	40	1 621 064
Yukon	-	-	-	-	-	-	-	-	19	532 415
Centre et nord du Canada	733	39 382 871	7	388 460	20	1 150 350	33	818 934	4 248	193 518 251
Nouveau-Brunswick	26	921 955	1	20 000	-	-	-	-	252	9 800 119
Nouvelle-Écosse	1	100 000	-	-	-	-	-	-	247	9 660 253
Î.-P.É.	7	143 847	-	-	-	-	-	-	93	2 436 287
Terre-Neuve	-	-	-	-	-	-	-	-	266	8 231 559
Canada atlantique	34	1 165 802	1	20 000	-	-	-	-	858	30 128 218
Total	767	40 548 673	43	1 671 687	20	1 150 350	33	818 934	8 282	325 638 965

Tableau 5b

PAE — Credit Unions, caisses populaires et sociétés coopératives de crédit par province
Du 1^{er} avril 1990 au 31 mars 1991

Province	Credit Unions, caisses populaires et sociétés coopératives de crédit ayant consenti 1 000 000 \$ ou plus de PAE								PAE consentis par toutes les autres Credit Unions, caisses populaires et sociétés coopératives de crédit		Total des PAE consentis par l'ensemble des Credit Unions, caisses populaires et sociétés coopératives de crédit	
	Caisse Populaire Sacré-Cœur Valleyfield		Caisse Populaire Joliette		Kootenay Savings Credit Union		Caisse Populaire Québec-est		Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$				
C.-B.	-	-	-	-	28	1 034 298	-	-	74	2 621 029	102	3 655 327
Alberta	-	-	-	-	-	-	-	-	14	479 080	14	479 080
Saskatchewan	-	-	-	-	-	-	-	-	149	4 294 639	149	4 294 639
Manitoba	-	-	-	-	-	-	-	-	23	1 016 930	23	1 016 930
Ouest canadien	-	-	-	-	28	1 034 298	-	-	260	8 411 678	288	9 445 976
Ontario	-	-	-	-	-	-	-	-	6	495 000	6	495 000
Québec	22	1 219 999	37	1 210 215	-	-	22	1 017 400	1 739	60 720 823	1 820	64 168 437
T.N.-O.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Yukon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Centre et nord du Canada	22	1 219 999	37	1 210 215	-	-	22	1 017 400	1 745	61 215 823	1 826	64 663 437
Nouveau-Brunswick	-	-	-	-	-	-	-	-	8	232 471	8	232 471
Nouvelle-Écosse	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.-P.É.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Terre-Neuve	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Canada atlantique	-	-	-	-	-	-	-	-	8	232 471	8	232 471
Total	22	1 219 999	37	1 210 215	28	1 034 298	22	1 017 400	2 013	69 859 972	2 122	74 341 884

Tableau 5c

PAE — Sociétés de fiducie, compagnies d'assurances et sociétés de prêt par province
Du 1^{er} avril 1990 au 31 mars 1991

Province	Sociétés de fiducie, d'assurances et de prêt ayant consenti 1 000 000 \$ et plus de PAE		PAE consentis par toutes les autres sociétés de fiducie, d'assurances et de prêt		Total des PAE consentis par l'ensemble des sociétés de fiducie, d'assurances et de prêt			
	Trust National		Central Guaranty Trust		Nombre	Montant \$		
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$				
C.-B.	5	480 000	3	139 354	—	—	8	619 354
Alberta	3	300 000	1	58 400	—	—	4	358 400
Saskatchewan	—	—	3	125 100	—	—	3	125 100
Manitoba	2	200 000	—	—	—	—	2	200 000
Ouest canadien	10	980 000	7	322 854	—	—	17	1 302 854
Ontario	81	5 132 858	14	850 450	13	667 636	108	6 650 944
Québec	—	—	12	673 127	4	190 100	16	863 227
T.N.-O.	—	—	—	—	—	—	—	—
Yukon	—	—	—	—	—	—	—	—
Centre et nord du Canada	81	5 132 858	26	1 523 577	17	857 736	124	7 514 171
Nouveau-Brunswick	2	200 000	—	—	—	—	2	200 000
Nouvelle-Écosse	1	100 000	—	—	—	—	1	100 000
Î.-P.É.	—	—	—	—	—	—	—	—
Terre-Neuve	—	—	—	—	—	—	—	—
Canada atlantique	3	300 000	—	—	—	—	3	300 000
Total	94	6 412 858	33	1 846 431	17	857 736	144	9 117 025

Tableau 6

PAE par type d'entreprise commerciale et par province
Du 1^{er} avril 1990 au 31 mars 1991

Province	Communications		Construction		Pêche		Fabrication		Commerce de détail		Services		Transports		Commerce de gros		Total	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
C.-B.	5	92 800	109	3 768 009	45	2 145 320	67	2 020 490	229	8 006 906	628	22 795 503	205	7 484 144	26	783 512	1 314	47 096 684
Alberta	6	128 900	162	4 417 330	1	7 251	50	1 504 639	217	8 371 338	641	19 722 046	242	6 553 148	22	606 139	1 341	41 310 791
Saskatchewan	6	57 261	79	1 652 859	1	11 500	31	1 055 869	158	4 985 341	293	8 034 893	79	2 442 429	20	510 954	667	18 751 106
Manitoba	5	122 960	23	628 421	-	-	23	669 861	73	2 904 794	105	4 103 381	14	554 940	8	307 267	251	9 291 624
Ouest canadien	22	401 921	373	10 466 619	47	2 164 071	171	5 250 859	677	24 268 379	1 667	54 655 823	540	17 034 661	76	2 207 872	3 573	116 450 205
Ontario	26	933 124	160	5 012 930	2	66 250	174	6 838 582	678	34 594 206	1 108	52 191 098	131	5 073 141	87	3 240 262	2 366	107 949 593
Québec	51	1 784 312	207	6 930 911	9	311 300	380	15 678 872	1 029	44 061 030	1 722	73 055 878	273	10 683 487	102	3 086 997	3 773	155 592 787
T.N.-O.	1	99 232	3	96 800	-	-	1	15 000	12	488 980	17	739 762	2	38 490	4	142 800	40	1 621 064
Yukon	-	-	4	119 960	-	-	-	-	-	-	12	338 882	1	15 000	2	58 573	19	532 415
Centre et nord du Canada	78	2 816 668	374	12 160 601	11	377 550	555	22 532 454	1 719	79 144 216	2 859	126 325 620	407	15 810 118	195	6 528 632	6 198	265 695 859
Nouveau-Brunswick	2	77 100	29	1 051 121	16	521 368	23	1 006 293	55	2 399 055	85	3 163 388	44	1 763 152	8	251 113	262	10 232 590
Nouvelle-Écosse	-	-	19	492 940	48	1 376 934	25	975 106	48	2 216 235	63	2 878 465	38	1 643 882	7	176 691	248	9 760 253
Î.-P.É.	-	-	8	219 060	21	570 258	7	182 403	10	264 162	33	851 272	8	190 380	6	158 752	93	2 436 287
Terre-Neuve	1	14 000	30	913 549	46	264 898	8	426 050	69	2 315 068	64	2 746 922	40	1 293 940	8	257 132	266	8 231 559
Canada atlantique	3	91 100	86	2 676 670	131	2 733 458	63	2 589 852	182	7 194 520	245	9 640 047	130	4 891 354	29	843 688	869	30 660 689
Total	103	3 309 689	833	25 303 890	189	5 275 079	789	30 373 165	2 578	110 607 115	4 771	190 621 490	1 077	37 736 133	300	9 580 192	10 640	412 806 753

Tableau 7

*Prêts concernant l'outillage mobile par type d'entreprise commerciale et par province
Du 1^{er} avril 1990 au 31 mars 1991*

Province	Communications		Construction		Pêche		Fabrication		Commerce de détail		Services		Transports		Commerce de gros		Total	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
C.-B.	4	60 800	98	3 322 355	44	2 125 320	52	1 594 053	162	3 714 012	506	14 927 287	199	7 349 971	17	428 712	1 082	33 522 510
Alberta	5	92 900	145	3 802 938	1	7 251	37	968 201	149	4 160 322	543	13 963 833	234	6 345 198	19	529 493	1 133	29 870 136
Saskatchewan	5	41 761	72	1 438 054	-	-	29	977 869	104	2 417 235	234	5 259 892	77	2 334 329	18	476 154	539	12 945 294
Manitoba	4	113 660	18	392 081	-	-	18	490 135	42	1 008 897	81	2 244 791	13	527 940	7	282 267	183	5 059 771
Ouest canadien	18	309 121	333	8 955 428	45	2 132 571	136	4 030 258	457	11 300 466	1 364	36 395 803	523	16 557 438	61	1 716 626	2 937	81 397 711
Ontario	23	780 323	142	3 982 427	1	28 000	146	5 125 827	484	15 234 780	860	29 394 457	127	4 783 181	65	1 981 644	1 848	61 310 639
Québec	28	819 531	157	4 152 995	7	165 528	211	7 240 716	575	16 065 786	1 068	34 015 638	262	9 996 129	79	1 897 067	2 387	74 353 390
T.N.-O.	1	29 040	3	96 800	-	-	1	2 600	5	95 000	14	468 248	1	16 000	4	142 800	29	850 488
Yukon	-	-	3	71 960	-	-	-	-	-	-	9	162 882	1	15 000	1	28 800	14	278 642
Centre et nord du Canada	52	1 628 894	305	8 304 182	8	193 528	358	12 369 143	1 064	31 395 566	1 951	64 041 225	391	14 810 310	149	4 050 311	4 278	136 793 159
Nouveau-Brunswick	2	77 100	27	901 077	13	399 668	17	630 630	35	1 039 621	67	1 943 731	43	1 752 935	7	176 113	211	6 920 875
Nouvelle-Écosse	-	-	17	410 940	44	1 207 234	18	479 782	32	738 769	46	1 388 110	38	1 643 882	7	128 691	202	5 997 408
Î.-P.É.	-	-	7	204 660	20	530 258	5	84 423	7	145 762	26	595 368	8	190 380	4	88 752	77	1 839 603
Terre-Neuve	1	14 000	29	888 349	43	241 201	8	426 050	37	707 459	46	1 615 989	40	1 293 940	7	170 132	211	5 357 120
Canada atlantique	3	91 100	80	2 405 026	120	2 378 361	48	1 620 885	111	2 631 611	185	5 543 198	129	4 881 137	25	563 688	701	20 115 006
Total	73	2 029 115	718	19 636 634	173	4 704 460	542	18 020 286	1 632	45 327 643	3 500	105 980 226	1 043	36 248 885	235	6 330 625	7 916	238 305 876

Nota : Les prêts énumérés aux tableaux 7 à 10 sont classés selon leur objet. Comme les prêts peuvent être consentis pour plus d'un objet, ces données diffèrent du nombre de prêts qui apparaît aux tableaux 1 à 6.

Tableau 8

Prêts concernant l'outillage fixe par type d'entreprise commerciale et par province
Du 1^{er} avril 1990 au 31 mars 1991

Province	Communications		Construction		Pêche		Fabrication		Commerce de détail		Services		Transports		Commerce de gros		Total	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
C.-B.	-	-	5	55 454	1	20 000	15	284 025	26	651 016	77	2 357 378	1	27 825	5	153 900	130	3 549 598
Alberta	-	-	6	229 292	-	-	9	232 009	33	1 020 365	46	1 666 236	2	104 700	2	4 798	98	3 257 400
Saskatchewan	1	15 500	2	47 000	-	-	2	51 280	14	310 975	28	732 866	-	-	1	30 000	48	1 187 621
Manitoba	1	9 300	1	24 000	-	-	1	18 750	14	468 462	15	371 459	1	27 000	-	-	33	918 971
Ouest canadien	2	24 800	14	355 746	1	20 000	27	586 064	87	2 450 818	166	5 127 939	4	159 525	8	188 698	309	8 913 590
Ontario	3	118 960	5	232 176	-	-	25	1 126 664	136	4 503 007	147	5 346 165	-	-	19	650 319	335	11 977 291
Québec	23	906 993	13	417 315	1	44 040	167	6 296 538	346	10 597 744	512	17 407 720	8	109 413	20	632 657	1 090	36 412 420
T.N.-O.	1	70 192	-	-	-	-	1	4 000	1	66 695	-	-	1	22 490	-	-	4	163 377
Yukon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	29 773	1	29 773
Centre et nord du Canada	27	1 096 145	18	649 491	1	44 040	193	7 427 202	483	15 167 446	659	22 753 885	9	131 903	40	1 312 749	1 430	48 582 861
Nouveau-Brunswick	-	-	-	-	3	117 400	3	137 473	5	253 901	6	111 893	1	10 218	-	-	18	630 885
Nouvelle-Écosse	-	-	-	-	2	72 700	5	184 755	4	147 816	7	231 004	-	-	-	-	18	636 275
I.-P.É.	-	-	-	-	1	40 000	1	40 980	1	13 100	1	6 820	-	-	1	30 000	5	130 900
Terre-Neuve	-	-	-	-	2	19 590	-	-	2	20 520	2	39 140	-	-	-	-	6	79 250
Canada atlantique	-	-	-	-	8	249 690	9	363 208	12	435 337	16	388 857	1	10 218	1	30 000	47	1 477 310
Total	29	1 120 945	32	1 005 237	10	313 730	229	8 376 474	582	18 053 601	841	28 270 681	14	301 646	49	1 531 447	1 786	58 973 761

Tableau 9

*Prêts consentis pour l'amélioration des locaux par type d'entreprise commerciale et par province
Du 1^{er} avril 1990 au 31 mars 1991*

Province	Communications		Construction		Pêche		Fabrication		Commerce de détail		Services		Transports		Commerce de gros		Total	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
C.-B.	-	-	2	34 500	-	-	2	97 412	74	2 174 730	73	2 405 636	2	30 000	2	45 400	155	4 787 678
Alberta	-	-	1	15 00	-	-	7	246 129	46	1 413 603	58	1 647 545	1	15 000	2	19 348	115	3 356 625
Saskatchewan	-	-	3	28 280	-	-	1	26 720	29	790 865	31	905 732	-	-	-	-	64	1 751 597
Manitoba	-	-	-	-	-	-	3	48 576	24	749 932	10	212 905	-	-	1	25 000	38	1 036 413
Ouest canadien	-	-	6	77 780	-	-	13	418 837	173	5 129 130	172	5 171 818	3	45 000	5	89 748	372	10 932 313
Ontario	3	33 842	9	304 228	1	38 250	12	309 803	262	9 356 161	286	11 279 197	2	118 000	13	309 300	588	21 746 781
Québec	3	21 788	20	764 788	-	-	40	561 737	283	7 435 845	324	9 823 672	1	100 000	10	119 572	681	18 827 402
T.N.-O.	-	-	-	-	-	-	1	8 400	6	227 285	2	117 000	-	-	-	-	9	352 685
Yukon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	16 000	-	-	-	-	1	16 000
Centre et nord du Canada	6	55 630	29	1 069 016	1	38 250	53	879 940	551	17 019 291	613	21 235 869	3	218 000	23	428 872	1 279	40 944 868
Nouveau- Brunswick	-	-	1	7 744	1	4 300	2	72 990	11	320 276	11	416 527	-	-	-	-	26	821 837
Nouvelle- Écosse	-	-	1	70 000	1	40 000	3	103 269	14	616 924	17	734 604	-	-	-	-	36	1 564 797
Î.-P.-É.	-	-	-	-	-	-	-	-	2	36 900	2	11 084	-	-	-	-	4	47 984
Terre-Neuve	-	-	-	-	-	-	-	-	10	374 020	3	58 500	-	-	1	33 000	14	465 520
Canada atlantique	-	-	2	77 744	2	44 300	5	176 259	37	1 348 120	33	1 220 715	-	-	1	33 000	80	2 900 138
Total	6	55 630	37	1 224 540	3	82 550	71	1 475 036	761	23 496 541	818	27 628 402	6	263 000	29	551 620	1 731	54 777 319

Tableau 9a

Prêts consentis pour financer la construction de locaux par type d'entreprise commerciale et par province
Du 1^{er} avril 1990 au 31 mars 1991

Province	Communications		Construction		Pêche		Fabrication		Commerce de détail		Services		Transports		Commerce de gros		Total	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
C.-B.	-	-	4	325 000	-	-	1	45 000	11	527 346	15	834 994	1	10 000	2	155 500	34	1 897 840
Alberta	-	-	5	209 700	-	-	2	37 500	19	1 065 316	20	945 408	1	16 000	-	-	47	2 273 924
Saskatchewan	-	-	1	70 000	-	-	-	-	10	470 560	9	146 141	-	-	-	-	20	686 701
Manitoba	-	-	3	109 340	-	-	2	74 600	3	63 533	6	160 346	-	-	-	-	14	407 819
Ouest canadien	-	-	13	714 040	-	-	5	157 100	43	2 126 755	50	2 086 889	2	26 000	2	155 500	115	5 266 284
Ontario	-	-	6	375 500	-	-	3	124 690	72	3 643 756	67	3 342 824	1	51 960	4	199 000	153	7 737 730
Québec	1	20 000	8	613 000	2	101 732	7	227 864	68	3 161 552	57	2 423 730	1	60 613	2	89 500	1461	6 697 991
T.N.-O.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	138 514	-	-	-	-	2	138 514
Yukon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	76 800	-	-	-	-	1	76 800
Centre et nord du Canada	1	20 000	14	988 500	2	101 732	10	352 554	140	6 805 308	127	5 981 868	2	112 573	6	288 500	302	14 651 035
Nouveau-Brunswick	-	-	-	-	-	-	1	45 200	9	307 712	8	362 877	-	-	-	-	18	715 789
Nouvelle-Écosse	-	-	1	12 000	-	-	2	73 800	3	146 100	7	307 534	-	-	1	48 000	14	587 434
I.-P.É.	-	-	-	-	-	-	1	57 000	-	-	3	185 500	-	-	1	40 000	5	282 500
Terre-Neuve	-	-	-	-	-	-	-	-	9	316 889	4	312 743	-	-	-	-	13	629 632
Canada atlantique	-	-	1	12 000	-	-	4	176 000	21	770 701	22	1 168 654	-	-	2	88 000	50	2 215 355
Total	1	20 000	28	1 714 540	2	101 732	19	685 654	204	9 702 764	199	9 237 411	4	138 573	10	532 000	467	22 132 674

Tableau 9b

**Prêts consentis pour l'achat de locaux par type d'entreprise commerciale et par province
Du 1^{er} avril 1990 au 31 mars 1991**

Province	Communications		Construction		Pêche		Fabrication		Commerce de détail		Services		Transports		Commerce de gros		Total	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
C.-B.	1	16 000	1	12 700	-	-	-	-	18	890 776	28	1 736 795	2	59 000	-	-	50	2 715 271
Alberta	-	-	2	76 500	-	-	-	-	9	436 332	23	988 563	3	53 600	1	52 500	38	1 607 495
Saskatchewan	-	-	1	46 325	1	11 500	-	-	18	743 724	27	807 775	2	99 530	1	2 000	50	1 710 854
Manitoba	-	-	2	103 000	-	-	-	-	11	476 000	15	943 080	-	-	-	-	28	1 522 080
Ouest canadien	1	16 000	6	238 525	1	11 500	-	-	56	2 546 832	93	4 476 213	7	212 130	2	54 500	166	7 555 700
Ontario	-	-	2	80 500	-	-	3	147 600	32	1 579 478	38	2 126 448	2	120 000	-	-	77	4 054 026
Québec	1	10 500	15	902 134	-	-	25	1 316 510	115	6 176 952	159	8 592 443	7	345 336	6	329 960	328	17 673 835
T.N.-O.	-	-	-	-	-	-	-	-	1	100 000	1	16 000	-	-	-	-	2	116 000
Yukon	-	-	1	48 000	-	-	-	-	-	-	1	60 000	-	-	-	-	2	108 000
Centre et nord du Canada	1	10 500	18	1 030 634	-	-	28	1 464 110	148	7 856 430	199	10 794 891	9	465 336	6	329 960	409	21 951 861
Nouveau-Brunswick	-	-	2	119 800	-	-	2	120 000	9	470 745	5	278 860	-	-	1	75 000	19	1 064 405
Nouvelle-Écosse	-	-	-	-	-	-	2	133 500	10	422 625	3	197 800	-	-	-	-	15	753 925
I.-P.É.	-	-	-	-	-	-	-	-	1	45 000	3	52 500	-	-	-	-	4	97 500
Terre-Neuve	-	-	1	25 200	-	-	-	-	16	844 180	12	640 550	-	-	1	54 000	30	1 563 930
Canada atlantique	-	-	3	145 000	-	-	4	253 500	36	1 782 550	23	1 169 710	-	-	2	129 000	68	3 479 760
Total	2	26 500	27	1 414 159	1	11 500	32	1 717 610	240	12 185 812	315	16 440 814	16	677 466	10	513 460	643	32 987 321

Tableau 10

Prêts consentis pour l'achat de terrains par type d'entreprise commerciale et par province
Du 1^{er} avril 1990 au 31 mars 1991

Province	Communications		Construction		Pêche		Fabrication		Commerce de détail		Services		Transports		Commerce de gros		Total	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
C.-B.	1	16 000	1	18 000	-	-	-	-	2	49 025	12	533 413	1	7 350	-	-	17	623 788
Alberta	1	36 000	4	83 500	-	-	1	20 800	7	275 400	13	510 460	1	18 650	-	-	27	945 210
Saskatchewan	-	-	1	23 200	-	-	-	-	11	251 982	12	182 487	1	8 570	1	2 800	26	469 039
Manitoba	-	-	-	-	-	-	2	37 800	4	137 970	7	170 800	-	-	-	-	13	346 570
Ouest canadien	2	52 000	6	125 100	-	-	3	58 600	24	714 377	44	1 397 160	3	34 570	1	2 800	83	2 384 607
Ontario	-	-	2	38 100	-	-	1	4 000	9	277 030	13	702 000	-	-	1	100 000	26	1 121 130
Québec	1	5 500	4	80 679	-	-	6	35 506	31	623 140	39	792 680	1	72 000	2	18 240	84	1 627 745
T.N.-O.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Yukon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	23 200	-	-	-	-	1	23 200
Centre et nord du Canada	1	5 500	6	118 779	-	-	7	39 506	40	900 170	53	1 517 880	1	72 000	3	118 240	111	2 772 075
Nouveau-Brunswick	-	-	1	22 500	-	-	-	-	1	6 800	1	49 500	-	-	-	-	3	78 800
Nouvelle-Écosse	-	-	-	-	1	57 000	-	-	2	144 000	2	19 413	-	-	-	-	5	220 413
Î.-P.-É.	-	-	1	14 000	-	-	-	-	1	23 400	-	-	-	-	-	-	2	37 800
Terre-Neuve	-	-	-	-	1	4 107	-	-	1	52 000	1	80 000	-	-	-	-	3	136 107
Canada atlantique	-	-	3	36 900	2	61 107	-	-	5	226 200	4	148 913	-	-	-	-	13	473 120
Total	3	57 500	14	280 779	2	61 107	10	98 106	69	1 840 747	101	3 063 953	4	106 570	4	121 040	207	5 629 802